des transferts d'armements classiques. Les participants à la troisième session extraordinaire des Nations-Unies sur le désarmement (UNSSOD III) n'ont pas réussi, en juin, à s'entendre sur le libellé d'un document final.

Les pays occidentaux, y compris le Canada, devront réexaminer leur politique de défense à la lumière du "nouveau courant de pensée" soviétique. Dans son Livre blanc sur la défense, publié en 1987, le gouvernement s'est fixé des objectifs ambitieux exigeant à long terme une croissance annuelle réelle du budget de défense d'au moins 2 p. 100. Bien que ces objectifs n'aient pas fait l'objet d'un débat poussé pendant la campagne électorale, il est loin d'être certain que le pays pourra assumer les dépenses qu'ils supposent, vu les autres priorités nationales que la campagne a effectivement mises en évidence, par ailleurs. De plus, vu la pauvreté et les bouleversements affligeant une bonne partie de la planète, le Canada sera inévitablement appelé à partager davantage ses richesses. Dans ces circonstances et en l'absence des tensions Est-Ouest ayant caractérisé les premières années du gouvernement Reagan, les décideurs soucieux de réduire le déficit budgétaire se pencheront certainement de plus près sur les véritables besoins du Canada en matière de défense. Ils recevront en cela l'appui de ceux qui portent en doute l'analyse faite dans le Livre blanc sur la menace pesant sur la sécurité canadienne, analyse qui a été effectuée avant qu'on ait pu mesurer convenablement les conséquences des nouvelles politiques de M. Gorbatchev.

Maintenir des forces crédibles en Europe, tout en se préparant à assumer davantage la responsabilité que représente la défense de son territoire, voilà le dilemme dans lequel le Canada se trouve enfermé. Si l'on s'en tient aux normes de l'OTAN, le Canada a les moyens de faire les deux. Des coûts équivalant à environ 2 p. 100 ou plus du Produit national brut